LA MONTAGNE

Publié le 28/09/2023

Comment l'élevage herbager du Massif central cultive sa durabilité, mais reste fragile face à la mondialisation



En pariant sur la diversification, Arnaud Fabre a réussi à s'associer à son père sans avoir besoin de se lancer dans la course à l'agrandissement. © Thierry LINDAUER

Le Sommet de l'élevage est depuis son lancement en 1992 la vitrine de l'élevage herbager du Massif central. Un modèle vertueux sur le plan environnemental et essentiel à la vie économique des territoires ruraux. Une durabilité qui ne l'exonère pas d'une adaptation permanente sur fond de mondialisation et de concurrence déloyale.

L'antique machine à ramasser les pommes de terre rouge un peu délavé, dénichée en Haute-Vienne, est stationnée en haut de la parcelle. Sous le regard indifférent des salers occupées à tondre la prairie bien grasse en contrebas. L'engin de collection va bientôt redéployer ses griffes pour finir la récolte 2023. La deuxième depuis l'installation d'Arnaud Fabre, 26 ans, au côté de son père, Éric, 53 ans, en 2022. La grosse dizaine de tonnes espérée sera, en partie, commercialisée au Carrefour Market de Mauriac (Cantal), à vingt-cinq kilomètres au nord de

l'exploitation. Comme la généreuse production estivale de courgettes et celle à venir de courges et de potimaron.

"Une meilleure valorisation de l'herbe"

Dans le village de L'hôpital, sur la commune de Saint-Cirgues-de-Malbert, la production maraîchère ne coule pas de source. "Il y a près de trente ans quand je me suis moi-même installé, personne ne l'aurait imaginé", reconnaît Éric, qui a rejoint, en même temps que sa mère, son père sur l'exploitation familiale en 1995.

À l'époque, le jeune agriculteur s'était lancé dans la production fromagère en façonnant des cantal fermiers et des tommes de salers. "Tout mon projet était axé sur une meilleure valorisation de l'herbe à travers la production de fromage et de viande et non sur une course à l'hectare. C'était la seule solution pour que ce soit viable économiquement", raconte-t-il.



Eric et Arnaud avec leur troupeau de salers, indissociable de l'histoire de l'exploitation familiale.

Trois décennies ou presque plus tard, l'histoire s'est répétée. Alors qu'Éric, converti à l'agriculture biologique en 2000, avait renoncé à la production fromagère en 2014 pour des questions de mises aux normes du laboratoire et de main-d'œuvre avec le départ à la retraite de ses parents, le désir d'installation d'Arnaud a fait resurgir la même problématique de durabilité économique. "Je ne lui ai demandé que deux choses : qu'il inclut dans son projet le salarié que j'ai à tiers-temps et que l'on n'ait pas à faire 25 km pour aller faire du foin", pose Éric.

"L'idée de refaire du fromage"

Après ses études agricoles à Aurillac et Toulouse, Arnaud a travaillé trois ans dans le machinisme agricole. Le temps de murir sa stratégie qui n'est pas sans rappeler celle de son père. La diversification et la valorisation plutôt que la fuite en avant de l'agrandissement. Poules pondeuses, engraissement de cochons bio, le jeune cantalien a pas mal tâtonné avant de trouver sa voie. "Je suis parti du principe qu'il fallait essayer de valoriser l'existant, à savoir nos 134 hectares. L'idée de refaire du fromage me trottait dans la tête. Et après avoir échangé avec les services sanitaires, notre laboratoire pouvait être agréé pour une petite production. Quant au maraîchage, j'ai été voir ce que faisaient déjà d'autres éleveurs. J'ai avancé de front sur les deux dossiers et c'est comme ça que j'ai fini par me lancer", sourit-il.

Au final, l'exploitation s'est, à nouveau adapté, pour assurer sa pérennité tout en s'inscrivant dans la même philosophie basée sur l'autonomie et le recours réduit à sa plus simple expression aux engrais et aux produits phytosanitaires. Arnaud traie les 80 mères salers pendant la période des vêlages, de début février à la mi-juin. Éric, qui n'a pas perdu la main malgré une petite décennie d'arrêt, transforme le lait en salers tradition AOP et en cantalet fermier de 8 kilos. Une petite production qui est revendue à un affineur. Côté viande, faute de valorisation suffisante en bio, père et fils compte profiter de la montée en puissance du label rouge salers.



Arnaud Fabre n'a pas hésité à se lancer dans le maraîchage en convertissant un hectare de prairie.

En parallèle, le jeune agriculteur, qui s'est formé sur le tas, a reconverti un hectare de pré pour le maraîchage. "Je vais certainement réduire un peu la voilure à l'avenir car se pose la question de la main-d'œuvre. Pour ramasser les patates, il faut être quatre et je suis obligé de solliciter les voisins. Cela a donc ses limites. D'autant que je veux aussi trouver mon équilibre personnel", souligne-t-il. Une voie de diversification qu'il n'est pas le seul à

explorer. "Aujourd'hui, 17 % des installations en bovins viande dans le département comportent un volet maraîchage", précise son père.

"Nous sommes sur du plus et pas du moins"

Même si, en raison du changement climatique, plutôt positif pour la production de légumes, la question de l'autonomie fourragère est loin d'être résolue avec la multiplication des épisodes de sécheresse, le pari des Fabre est, pour l'instant, réussi et exemplaire à plus d'un titre. "La tendance actuelle est de deux départs à la retraite pour une installation avec un agrandissement et davantage d'animaux. Là, sur la même surface et avec le même troupeau, vous avez une personne supplémentaire, souligne Bruno Dufayet, en charge de la durabilité au Sommet de l'élevage. Ce n'est du tout la même chose pour la vie de nos territoires. Car nous sommes sur du plus et pas du moins."

Reste que si la diversification représente une alternative vertueuse à la chasse aux parcelles, l'élevage herbager du Massif central reste particulièrement vulnérable. "Dans un contexte de plus en plus mondialisé, notre modèle français, qui présente les plus grosses garanties en matière de durabilité, est confronté à la concurrence d'autres modèles beaucoup plus intensifs. Or, du fait de ces caractéristiques (taille des exploitations, utilisation d'intrants limitée, etc.), il n'est pas du tout adapté à cette internationalisation des échanges. C'est même le plus fragile. C'est pour cela que nous bataillons contre les traités de libre-échange et que nous demandons qu'il soit soutenu à la hauteur des enjeux ", poursuit l'ancien président de la Fédération nationale bovine (FNB). "Un maintien des soutiens de la PAC essentiel pour que nos productions restent accessibles pour les consommateurs", complète Éric Fabre.



"S'il reste des ruminants dans notre pays, ce doit être dans les zones herbagères inconvertibles", souligne Bruno Dufayet, en charge de la durabilité au Sommet de l'élevage.

La France, qui a perdu un million de vaches depuis 2016, se retrouve à la croisée des chemins. "S'il reste des ruminants demain dans notre pays, ce doit être dans les zones herbagères inconvertibles. Essayons d'imaginer ce que seraient ces montagnes sans vaches ni moutons. Il y aurait moins de vétérinaires, moins de marchands, etc. C'est toute une vitalité qui s'en irait. Depuis ses débuts, le leitmotiv du Sommet de l'élevage, c'est les grandes races au cœur des grands espaces. Cette valorisation de l'herbe et la préservation de ce modèle sont sa vocation première. Avec désormais l'ambition de l'incarner au niveau planétaire", conclut Bruno Dufayet.

Dominique Diogon

Photos: Thierry Lindauer